



---

# VILLE DE VINCENNES

---

DÉPARTEMENT  
DU VAL-DE-MARNE

---

Arrêté réglementant l'occupation  
du domaine public

---

OBJET : **Permis de stationnement - terrasse  
ouverte - 3, avenue de la République  
fpg**

**Le Maire de Vincennes,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2213-6

**VU** le Code général de la propriété des personnes publiques ;

**VU** le Code de la voirie routière et notamment l'article L 113-2 ;

**VU** l'arrêté municipal n° 1491 en date du 13 juillet 2010 adoptant une réglementation locale de la publicité ;

**VU** l'arrêté n° 769 en date du 25 avril 2013 réglementant l'occupation du domaine public dans le centre-ville ;

**VU** le règlement d'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine approuvé le 25 septembre 2013 ;

**VU** la décision n° DM-22-447 en date du 30 novembre 2022, fixant les droits de voirie et de stationnement à compter du 1er janvier 2023 ;

**VU** l'arrêté municipal n° A-20-490 en date du 2 juin 2020 portant délégation de fonctions et de signature à M. Robin LOUVIGNÉ, adjoint au Maire ;

**VU** la demande en date du 15 février 2023 de Monsieur CAI Zhixi, gérant du commerce de restauration sous l enseigne « PHO VINCENNES », concernant une occupation du domaine public pour la mise en place d'une terrasse ouverte au droit de son commerce sis 3, avenue de la République à Vincennes ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient à Madame le Maire d'autoriser les occupations du domaine public et de les réglementer dans l'intérêt de la commodité, de la sécurité de la circulation des piétons et des différents usagers du domaine public ;

## ARRÊTE

**ARTICLE I** - Monsieur CAI Zhixi, gérant du commerce de restauration sous l'enseigne « PHO VINCENNES » est autorisé à mettre en place une terrasse ouverte au droit de son commerce sis 3, avenue de la République conformément au plan ci-annexé ;

**Surface occupée sur le domaine public par la terrasse ouverte située au droit et le long de l'établissement,**

. **grande largeur de 1 mètre et 30 centimètres**

. **petite largeur de 80 centimètres**

. **longueur de 6 mètres et 60 centimètres**

**Soit une surface totale arrondie à 7 mètres carrés** cette surface autorisée comprend l'emplacement des consommateurs, des chaises et des tables.

**ARTICLE II** - Cette autorisation :

. **est valable à compter de la date du présent arrêté et ce jusqu'au 31 décembre 2029 ;**

. est accordée à titre précaire et révocable et peut être retirée sans donner droit à aucune indemnité au profit de l'occupant, si l'intérêt général, de l'ordre public ou de la circulation l'exige, ou si l'occupant ne se conforme pas aux conditions qui lui sont imposées, ou pour des travaux que la municipalité ou un service public est susceptible d'engager ;

. lors de manifestations organisées dans les rues, il peut être demandé au permissionnaire de ne pas occuper le domaine public ;

. la présente autorisation est conférée *intuitu personae* à son titulaire qui s'engage à respecter les prescriptions qui lui sont notifiées. Le titulaire ne peut en aucun cas sous-louer la surface qui lui est accordée, en totalité ou en partie. Il ne peut davantage la faire occuper par un tiers. Il ne peut la transmettre, ni la céder à qui que ce soit sous peine de nullité de l'acte organisant ce transfert ;

. si le titulaire ne souhaite plus utiliser le domaine public pour la mise en place de la terrasse ouverte, il est tenu d'en informer la Mairie par écrit et l'autorisation est abrogée ;

. en cas de cessation d'activité ou de changement de commerce, l'autorisation est annulée. Le pétitionnaire est tenu d'enlever et sans indemnité l'ensemble de son mobilier. Son successeur doit souscrire une nouvelle demande d'autorisation, s'il souhaite une nouvelle occupation du domaine public.

**ARTICLE III** - Les prescriptions suivantes doivent être respectées :

. le pétitionnaire doit se conformer aux instructions et règlements en vigueur ainsi qu'aux ordres des agents chargés de la police sur la voie publique ;

. l'emprise de cette occupation est matérialisée au sol par des dispositifs implantés par les services techniques ;

. aucune référence de publicité ne doit être apposée sur le mobilier ;

. la libre circulation des piétons est assurée en permanence au droit de la surface autorisée ;

. le pétitionnaire ne doit en aucun cas laisser son mobilier sur le domaine public en dehors des horaires d'ouverture de l'établissement et en cas de vent violent ;

. toute occupation supérieure à celle autorisée expose son auteur à être poursuivi pour infraction, sans préjudice de la perception des droits fraudés ;

. le parfait état de propreté aux abords de la terrasse est assuré par le titulaire de l'autorisation ;

. d'une manière générale, toutes dispositions sont prises par l'occupant afin d'assurer la sécurité du public ;

. chaque fois que l'exécution de travaux de voirie par la ville ou par différents exploitants et concessionnaires nécessite le déplacement des installations, le pétitionnaire est tenu d'effectuer les opérations conformément aux indications qui lui sont données et ceci sans pouvoir bénéficier d'aucune indemnité pour quelque motif que ce soit ;

. le permissionnaire assume l'entière responsabilité des faits pouvant lui être imputables. L'occupant s'engage à souscrire une assurance garantissant sa responsabilité en tant qu'exploitant pour toutes les conséquences dommageables résultant de son comportement fautif ou de sa présence sur le domaine public. En aucun cas, la responsabilité de la ville de Vincennes ne peut se substituer à celle de l'occupant.

**ARTICLE IV** - Cette occupation du domaine public donne lieu à la perception d'une redevance payable d'avance, suivant les tarifs en vigueur. Le non-paiement des droits afférents à cette occupation est un motif de suppression de l'autorisation sans ouvrir un droit au profit du titulaire.

**ARTICLE V** - La présente autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers.

**ARTICLE VI** - La présente autorisation et le plan annexés sont affichés sur la vitrine du commerce concerné.

**ARTICLE VII** - Les infractions au présent arrêté sont constatées par des procès-verbaux, la sanction encourue étant une contravention de 1<sup>ère</sup> classe ou une amende administrative, le retrait de la terrasse et éventuellement l'engagement de poursuites pénales.

**ARTICLE VIII** - Le Directeur général des services, le Directeur général des services techniques et de l'urbanisme, la Commissaire de police de Vincennes et les agents de la police municipale de Vincennes sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

**ARTICLE IX** - Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs et notifié au pétitionnaire.